

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 21/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2023_11_06_Peugeot-Citroën_SAUSHEIM_VIIC-plainte
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de contrôle a été réalisée dans le cadre d'une plainte déposée à l'encontre de l'exploitant pour des stockages de produits polluants (dans le secteur de la Fonderie) dans des conditions à risque vis-à-vis de la préservation de la qualité des sols et des eaux souterraines.

Afin de caractériser les faits reprochés par le plaignant, l'Inspection s'est basée sur les textes réglementaires suivants :

- l'arrêté préfectoral du site du 10/10/19,
- et l'arrêté ministériel du 04/10/10,

en focalisant ses constats sur les dispositions relatives à la protection des sols et sous sols (rétentions, zones de stockages produits et déchets, etc).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage), mais il abrite d'autres activités

permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plainte,
- maîtrise des risques de pollution des sols et sous sols.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétentions - capacités	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Rétentions - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4 et 5	Rétentions - déchets dangereux/polluants	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3 et Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Susceptible de suites	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des documents fournis par l'exploitant mettent en avant les faits suivants :

- l'exploitant stocke sur sa zone de stockage déchets du pôle fonderie, des conteneurs contenant des produits susceptibles de provoquer des pollutions des eaux, des sols ou des sous-sols en cas de déversement accidentel, sans respecter les dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2019 en matière de dispositifs de rétention à mettre en œuvre,
- l'exploitant stocke dans son magasin MPF des fûts sur une rétention mobile endommagée qui ne peut pas être considérée comme étanche, en non-conformité aux dispositions de l'article 8.5.3 de l'arrêté préfectoral du 10/10/2019.

Compte tenu des éléments présentés par l'exploitant et de son engagement formel à résorber cette situation de non-conformité dans un délai contraint, il est proposé à ce stade de ne pas faire application des suites administratives prévus par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Par ailleurs il est apparu une situation pour laquelle l'Inspection ne peut en l'état pas statuer sur le caractère conforme ou non-conforme concernant le stockage de déchets sans protection des effets météoriques à l'extérieur du pôle fonderie. Afin de pouvoir caractériser la situation, l'Inspection doit disposer d'éléments techniques quant à la présence ou non de produits polluants dans les stockages constatés sur zone. Un délai de 30 jours est donné à l'exploitant pour transmettre ces informations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a pu fournir le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages pour le bâtiment SA06.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions - capacités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : Le contrôle a été réalisé dans un premier temps par échantillonnage au sein du pôle Fonderie du site (bâtiment SA06). Les zones suivantes ont été inspectées : local graissage, Fonderie 2, magasin MPF et parachèvement. Les constats réalisés sur site et l'examen des documents techniques fournis par l'exploitant permettent à l'Inspection de mettre en avant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant a mis en place sur ses rétentions des systèmes d'identification permettant de connaître le volume total de la rétention, et le nombre de contenants limite à stocker afin de respecter les dispositions de la prescription contrôlée,• aucun contenant de produit susceptible de provoquer une pollution des eaux ou des sols n'a été identifié en dehors d'un volume de rétention,• les volumes stockés sur les différentes rétentions contrôlées sont conformes aux capacités des rétentions associées. Des mesures des dispositifs de rétentions ont été réalisées par échantillonnage afin de vérifier les indications mentionnées par l'exploitant sur ses rétentions. Le contrôle s'est ensuite poursuivi sur la zone de stockage des déchets du bâtiment SA06 situé à l'extérieur au Nord-Est du bâtiment. Il a pu y être constaté la présence de 4 conteneurs d'environ 1000 litres contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols : <ul style="list-style-type: none">• eaux usées fonderie,

- huile entière usagées,
- résine fonderie,

Ces contenants étaient stockés en dehors de toute rétention sur la zone de stockage où d'après les plans examinés, d'éventuels écoulements transiteraient par le réseau eaux pluviales (via des séparateurs hydrocarbures) avant d'être infiltrés par le bassin d'infiltration de la fonderie. Un dispositif de confinement existe en amont du bassin d'infiltration, mais il est en position normale "ouverte" et ne saurait constituer un dispositif de confinement conforme à la prescription contrôlée.

L'inspection considère que le stockage de ces 4 conteneurs est réalisé en non-conformité aux dispositions opposables au site.

Il est à noter que l'exploitant a mentionné qu'une commande avait été passée début octobre pour un ensemble de dispositifs de rétentions mobiles. L'exploitant a transmis à l'appui de ses déclarations la commande passée le 03/10/2023. Selon l'exploitant, la date de livraison initialement prévue devait être semaine n°44. Suite au contrôle l'exploitant a annoncé une date de livraison pour la semaine n°46.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Rétentions - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

[...]

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, [...] peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

[...]

Constats :

Le contrôle a été réalisé par échantillonnage au sein du pôle Fonderie du site (bâtiment SA06). Les zones suivantes ont été inspectées : local graissage, Fonderie 2, magasin MPF et parachèvement. Les constats réalisés sur site ont permis de mettre en avant l'existence d'un bac de rétention mobile d'un volume de 1050 litres abîmés (la rétention identifiée n°89 par l'exploitant) et ne pouvant plus être considéré comme étanche.

L'exploitant a mentionné qu'une commande avait été passée début octobre pour le remplacement de ce bac et la fourniture de nouveaux bacs permettant de créer une réserve afin de pallier l'endommagement de ses dispositifs. L'exploitant a transmis à l'appui de ses déclarations la commande passée le 03/10/2023. Selon l'exploitant, la date de livraison initialement prévue devait être la semaine n°44. Suite au contrôle, l'exploitant a annoncé une date de livraison pour la semaine n°46.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétentions - déchets polluants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

IV.-Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

<p>Constats :</p> <p>Les constats ont été réalisés sur l'aire de stockage des déchets du bâtiment SA06 située à l'extérieur au Nord-Est du bâtiment. Il a pu être constaté sur site que l'exploitant stocke des déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses ou produits polluants tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les bavures d'aluminium identifiées par le code 120103* dans l'article 8 de l'arrêté préfectoral spécifique à la fonderie du 30/01/2014, • des filtres de dépoussiéreurs calcinés, • et des poussières issues des dépoussiéreurs, <p>sans prendre les mesures particulières pour éviter le lessivage de ces déchets par les eaux météoriques.</p> <p>Ainsi, il a pu être constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un sac plein de poussières métalliques souillées était stocké à même le sol, • les bavures d'aluminium souillées aux huiles sont stockées en bennes ouvertes, une partie des déchets étant renversée en dehors de la benne, • des filtres de dépoussiéreurs souillés étaient stockés en extérieur. <p>Ces stockages se font sans prévention de lessivage par les eaux météoriques, induisant ainsi des irisations visibles sur l'aire de stockage des déchets de la fonderie. Ces eaux sont dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales de la fonderie, pour être traitées sur un séparateur hydrocarbures, mais in fine infiltrées dans les eaux souterraines par un bassin d'infiltration.</p> <p>L'exploitant considère cependant ces déchets comme exempt de matière polluant et les caractérise comme déchets non-dangereux. Ainsi, en l'état des investigations, l'Inspection n'est pas en mesure de conclure sur la conformité des stockages réalisés et considère les faits retracés ci-avant comme susceptibles de suite.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai de 30 jours pour apporter à l'inspection les éléments permettant de démontrer que les conditions de stockage de l'aire déchets du pôle Fonderie respecte la prescription contrôlée, en justifiant l'absence de produits polluants dans les déchets qu'il stockent sans précaution particulière vis-à-vis des lessivage par les eaux météoriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Rétentions - déchets dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2019, article 7.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches (ou dispositif équivalent) et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Idem point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>